

COP24, les États-Unis et l'Arabie saoudite sont la cible de toutes les critiques

Le Devoir (Québec) Environnement 10 décembre 2018

Amélie Bottollier-Depois - Agence France-Presse à Katowice

<https://www.ledevoir.com/societe/environnement/543300/a-la-cop24-les-etats-unis-et-l-arabie-saoudite-sont-la-cible-de-toutes-les-critiques>

« Sans scrupules », « déni » de réalité : les États-Unis et l'Arabie Saoudite se sont retrouvés lundi sous le feu des critiques à la COP24, où ils sont accusés de soutenir les énergies fossiles responsables des changements climatiques et de minimiser les alertes des scientifiques.

Premier front de critiques, la science. Le récent coup de semonce des scientifiques du GIEC ne laisse aucune place au doute : si le monde veut limiter le réchauffement à +1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle et éviter une planète à +2 °C qui subirait plus d'événements météo extrêmes, il faut réduire de près de 50 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 par rapport à 2010.

Le déni ne change pas la réalité, le changement climatique existe déjà et est pire que nous le craignons.

— **Le ministre de l'Environnement des Maldives, Hussain Rasheed Hassan**

Mais tous les pays n'acceptent pas vraiment ces conclusions. À la 24e Conférence de l'ONU sur le climat (COP24), États-Unis, Arabie saoudite, Russie et Koweït ont plaidé ce week-end pour que les délégations « prennent note » de ce rapport du GIEC, tandis que les États insulaires, soutenus notamment par l'UE et les pays les moins avancés, insistaient pour que l'assemblée « accueille favorablement » le texte.

Le différend, qui n'a pas été résolu et risque de perturber les négociations destinées d'ici vendredi à donner vie à l'accord de Paris de 2015, a déchaîné les attaques contre ces quatre gros émetteurs de gaz à effet de serre.

« Le déni ne change pas la réalité, le changement climatique existe déjà et est pire que nous le craignons », a insisté lundi le ministre de l'Environnement des Maldives, Hussain Rasheed Hassan, dont le pays a lancé la charge samedi.

« Nous ne sommes pas capables de soutenir les conclusions du rapport spécial du GIEC ici, mais cela ne change pas le fait que dans le monde, les récifs coralliens continueront de blanchir, les feux de forêt continueront à brûler, les gens continueront à mourir à cause des sécheresses, des canicules, des tempêtes, et des maladies et la mer continuera à monter autour de nous », a-t-il dénoncé.

« L'Arabie saoudite, la Russie, le Koweït et surtout les États-Unis sont des États sans scrupules. Ces quatre importants producteurs d'énergies fossiles travaillent ensemble contre les intérêts du reste du monde », a déploré Mohamed Adow, de l'ONG Christian Aid.

Bien plus qu'une mésentente sur un mot

Si une bataille autour d'un mot peut sembler « futile », « les implications sont très mauvaises pour l'avenir du processus de négociations », a indiqué à l'AFP la déléguée de Saint-Kitts et Nevis, Rueanna Haynes.

Certains pays n'ont d'ailleurs pas caché que leur position reposait sur leurs doutes sur le rapport du GIEC, pas simplement sur un mot.

Quelques heures avant que [Donald Trump](#) ne suggère ce week-end de « mettre fin » à l'accord de Paris, « ridicule et extrêmement cher », le représentant américain soulignait ainsi que l'adoption en octobre de ce rapport par toute la communauté internationale, dont les États-Unis, ne valait pas « approbation » de son contenu par Washington. Cette intervention inhabituelle — même depuis l'élection de Trump — a inquiété les observateurs.

Dans un message à la presse lundi, l'Arabie saoudite a, elle, mis en avant les « incertitudes » du GIEC. Le royaume pétrolier est en outre le plus mauvais élève en matière d'action climatique, selon [le classement annuel Climate Change Performance Index](#) publié lundi par plusieurs ONG. Les Américains occupent l'avant-dernière place de ce classement.

Faisant fi des critiques, comme l'an dernier à Bonn, les États-Unis ont organisé lundi à la COP24 un événement pour notamment « présenter les façons d'utiliser les énergies fossiles de façon aussi propre et efficace que possible ».

« Nous croyons fermement qu'aucun pays ne devrait sacrifier sa prospérité économique ou sa sécurité énergétique face à l'environnement », a déclaré le conseiller spécial de Donald Trump, Preston Wells Griffith.

« Gardez-les sous terre », ont répondu en chœur des militants en déployant une banderole dans la salle.

« Après avoir refusé de croire à son propre rapport scientifique sur le changement climatique, l'administration Trump continue à promouvoir le charbon au sommet climat de l'ONU. Et après : ignorer la science sur le tabac et le promouvoir dans une conférence mondiale sur le cancer ? » a déploré Michael Bloomberg, envoyé spécial de l'ONU pour l'action climatique.